Pêche et aquaculture : ressources et politiques

14 octobre 2010

Un rapport de l'OCDE sur les ressources marines et les pêcheries propose une vision des enjeux actuels. Il est rappelé que près de 40% de la ressource prélevée par les pêches ou produite par aquaculture est vendue à l'international, ce qui en fait un type de commodités alimentaires parmi les plus échangées.

Le rapport présente d'abord un historique des pêcheries nord atlantique et européennes en précisant les conditions qui en ont fait une industrie agro-alimentaire avec quelques autres débouchés. L'état des lieux des stocks, des volumes prélevés, des pêcheries et des volumes issus de l'aquaculture montre un essor de l'aquaculture. **La part de l'aquaculture dans la production a progressé de 3% de la production en poids en 1970 à 36% en 2006**, et se situe essentiellement dans les pays en développement ou émergeant (Chine notamment). La perche du Nil et les algues cultivées font partie des produits ayant connu un boom spectaculaire. Au final, les volumes produits en croissance sont surtout ceux de l'aquaculture.

Le document précise les **enjeux environnementaux** qui apparaissent de plus en plus brutaux. Diminution des stocks, pertes de fertilité, espèces invasives, changement climatique et pollutions marines sont autant de dangers sur la ressource naturelle. A cet enjeu s'ajoute celui des **pêcheries non réglementées** (pêches illégales, non rapportées ou tout simplement pirates) qui augmentent la pression déjà forte sur les ressources maritimes. Les prix de valorisation de certains produits sont suffisamment attractifs et les sanctions faibles.

Côté demande, les **tendances de consommation**, la globalisation et l'industrialisation agro-alimentaires ont également une influence sur le secteur de la pêche.

Le rapport conclut sur les **principaux enjeux pour l'industrie**. L'enjeu de repenser les subventions dans le secteur de la pêche sur des critères de coût-efficacité est rappelé, ainsi que les différentes réformes en cours (PCP etc.). La question de l'effet des subventions non durables est posée, et le rapport souligne finalement que toute crise dans la gestion internationale d'une ressource commune doit pouvoir aboutir à une réforme équitable et durable.

Thuriane Mahé (Centre d'études et de prospective)